

L'Humanité rouge



Prolétaires de tous les pays,
nations et peuples opprimés, unissez-vous !

QUOTIDIEN DES COMMUNISTES MARXISTES-LÉNINISTES DE FRANCE

mardi
11 mai 1976

No 487
1,50 F

B.P. 61
75861 Paris Cedex 18
CCP 30 226 72
La Source

Commission paritaire
No 47 291

Lip Journées «portes ouvertes»

Succès du rassemblement ouvrier et populaire

L'usine Lip est redevenue pour 2 jours, samedi et dimanche, un lieu de rassemblement et de discussions ; c'est plus de 15 000 personnes qui ont visité l'usine et questionné les ouvriers et ouvrières sur leur travail, la situation de l'horlogerie, mais surtout sur la façon dont ils comptaient faire échec à la liquidation de l'entreprise.

C'est plus de 30 délégations intersyndicales de travailleurs en grève, et d'autres mouvements qui exposaient des stands sur leurs luttes. Dans les nombreux forums et rencontres intersyndicales on a discuté et proposé des initiatives pour la coordination, l'unité et la poursuite des luttes contre les licenciements, le chômage, la répression et le système capitaliste. Avec la motion adoptée par une vingtaine de délégations présentes, après les rassemblements de Fougères, de Marseille, de Lille, un pas de plus vient d'être franchi à Besançon dans la voie de la convergence et du soutien mutuel entre les différentes luttes ouvrières et populaires qui se développent en France aujourd'hui.

L'opération journée portes ouvertes à l'usine Lip fut incontestablement un grand succès. La foule nombreuse et variée, qui s'est pressée tout au long de ces deux jours dans les ateliers, sur les pelouses et autour des stands d'entreprises, a répondu aux espoirs les plus optimistes des organisateurs. Des familles entières de la ville et de la région circulaient dans les ateliers. Des aïeux aux petits-enfants tous écoutaient attentivement les explications patientes et détaillées données sur place par les travailleurs. A la fin de la visite les réflexions les plus nombreuses étaient faites d'un mélange d'étonnement et d'indignation : «Comment peut-on liquider purement et simplement tout ce potentiel industriel réellement de pointe ? » En écoutant les informations données par les grévistes on pouvait apprendre qu'en janvier les ventes représentaient 130 % des objectifs fixés par la direction, puis brusquement après les déclarations du conseil d'administration de Lip sur les effectifs soi-disant trop nombreux c'est un véritable sabotage de la vente qui est organisé avec une chute de 90 % en deux mois ! Le sentiment des visiteurs est unanime : ce sont 900 travailleurs et avec eux toute une région qui sont sacrifiés pour les besoins d'un arrangement financier entre trusts français et suisses. Un travailleur en visite à l'usine, résumant l'opinion de beaucoup, nous déclarait : «C'est

une affaire politique, pour les capitalistes, les hommes c'est comme les machines, ils s'en foutent des conséquences pour la région, pour l'instant qu'ils continuent à s'engraisser, on peut pas laisser faire ça, il faut soutenir les Lip». Derrière leurs stands les délégations d'entreprises informaient sur leurs luttes, proposaient des ventes de solidarité (Griffet des tee-shirts imprimés, Réhault des chaussures) ou des cahiers de soutien à signer. De Marseille ils étaient une soixantaine, ceux de Griffet (CFDT-CGC-CGT), de la Maison pour tous des Ayyalades.

De Marseille il y avait aussi ceux du «journal ouvrier des quartiers Nord», les éducateurs du CREA. A côté des Réhault de Fougères, le stand de l'Imprimerie Presse Nouvelle de Lyon, les ouvriers de Peugeot-Cycles avec leurs casquettes de couleur. Des étudiants de

(Suite p. 3)

Vibrant meeting samedi soir à la Mutualité

A l'offensive contre la répression



photo HB

Un millier de personnes ont répondu le 8 mai au soir à la maison de la Mutualité à Paris à l'appel lancé par les communistes marxistes-léninistes de France et leur quotidien «l'Humanité rouge» pour, protester contre la répression systématique qu'abat la bourgeoisie sur les travailleurs et les masses populaires en lutte, pour exiger la levée des inculpations et la libération immédiate de tous les emprisonnés politiques, et pour appuyer une large offensive prolétarienne et populaire contre la répression bourgeoise.

C'est à la camarade Camille Granot qu'il revint de clôturer ce vibrant meeting en prononçant l'intervention centrale au nom des communistes marxistes-léninistes de France. Elle déclarait : «A l'issue de ce meeting, une chose est sûre : notre camarade Romain Le Gal n'est pas seul dans sa cellule. Ici ce soir, nous sommes à ses côtés et demain nous y serons encore, jusqu'à sa libération». «Mais hors d'ici, nous sommes bien plus nombreux encore, des centaines de milliers, des millions, dans les ateliers et les bureaux, dans les cités et les campagnes, à refuser chaque jour la violence réactionnaire de l'Etat des pa-

trons, à dire NON A LA REPRESSION ! »

«Ce qu'ils ont en commun — tous ceux sur qui la répression s'abat — c'est de combattre les injustices de cette société de classe, qui ruine les viticulteurs du Midi, met à la rue plus d'un million et demi de chômeurs, parque les travailleurs étrangers dans des foyers-prisons, matraque les jeunes et les grévistes tandis qu'elle engraisse honteusement les gros pinardiers, les banquiers, les PDG et les affairistes, véritables gangsters de profession qui tiennent le haut du pavé.

«Mais pourquoi donc Romain Le Gal, Jean et Geneviève David, Jacques Leforestier, Hervé Jégouzo sont-ils inculpés ? Giscard-Lecanuet répondent : ils sont inculpés de reconstitution de ligue dissoute, le Parti communiste marxiste-léniniste de France. Le PCMLF a été créé en décembre 1967. Son objectif ouvertement déclaré alors, c'est de conduire les larges masses dans leur lutte pour la révolution, pour établir dans notre pays, la dictature du prolétariat, ou ouvriers et paysans seront les maîtres absolus.

«Un tel parti, la bourgeoisie ne peut le tolérer.

Elle l'a interdit donc, il y a 8 ans, mais, de notoriété publique, ce parti existe, développe son action et ses forces dans la clandestinité, au cœur des masses ouvrières et paysannes.

«Que Lecanuet y pense bien : il n'aura jamais assez de prisons pour détenu tous ceux qui de plus en plus nombreux adhèrent à l'idéal marxiste-léniniste, tous ceux qui de plus en plus nombreux rejoignent la voie révolutionnaire, tous ceux qui crient et qui crieront «A bas l'interdiction du PCMLF» !

«Mais qu'on ne s'y trompe pas : si la bourgeoisie accentue sa répression, elle fait l'escalade de la violence. C'est parce qu'elle est sur la défensive alors que les larges masses sont à l'offensive. Parce qu'elle a des faiblesses alors que les masses acquièrent de la force.»

En conclusion, Camille Granot lance : «La lutte contre la répression est résolument offensive. Elle s'appuie fondamentalement sur le noyau dur de la classe ouvrière, contre la répression organisée par les gens en place et aussi par les dirigeants du faux parti communiste français qui se croient déjà au pouvoir ! »

Kissinger à Paris

Un optimisme de commande

Le «cher Henry» a de nouveau la bougeotte ces jours-ci, après une période d'attentisme consécutive à l'offensive soviétique en Angola. Aux termes de son périple à travers le continent africain — où il a reçu un accueil des plus froids —, il a donc rendu visite à Giscard le temps d'un petit déjeuner. Ensemble ils ont évoqué leurs inquiétudes communes au sujet des «points chauds» du monde : Angola, Liban, Proche-Orient, Italie, inquiétudes suscitées par l'offensive que l'URSS mène un peu partout dans le monde, assortie de pressions militaires accrues aux frontières de l'Europe.

(Suite page 2)

Liban

Elections sous les bombes

C'est sous les bombes et les lirs nourris d'armes automatiques que se sont finalement déroulées samedi les élections présidentielles destinées à donner un successeur au président Frangié. Par 66 voix sur 69 des députés présents, c'est Elias Sarkis, ancien gouverneur de la Banque centrale du Liban, qui a été élu nouveau président de la république libanaise.

Jusqu'au dernier moment les forces prosoviétiques du «Bloc des gauches» s'étaient opposées à cette élection, tirant sur les députés, bombardant l'Assemblée et la résidence du futur président et échangeant même des coups de feu avec les forces armées palestiniennes qui en assuraient la protection. Les députés (8) du «Bloc des gauches» avaient par ailleurs boycotté la séance d'élection, décrété une grève générale et demandé à la population de «manifestar son opposition». Mais dans les quartiers de Beyrouth, les cortèges d'habitants qui se regroupaient ont en fait manifesté pour la cessation immédiate de la guerre civile et le maintien de l'unité nationale libanaise.

Affirmant sa volonté de se mettre au service de l'unité nationale du pays et d'être «au service de tous sans distinction et préférence», le président a affirmé que le «Liban nouveau sera le frère loyal de ses frères arabes» et qu'il «accomplira son devoir en sauvegardant son indépendance et en coopérant avec le peuple palestinien».

Grèves à la Martinique et en Guadeloupe

La grève générale se poursuit en Martinique, notamment dans les secteurs des travaux publics et du bâtiment, et de l'EDF où plus de 3'000 ouvriers sont en grève depuis plus d'un mois.

Le secrétaire d'Etat aux «DOM-TOM», Stirn, en tournée aux Antilles, a refusé de recevoir des représentants des grévistes lors de sa récente escale à Fort-de-France, estimant qu'il n'était pas en possession de tous les éléments du dossier et que la grève «était manifestement utilisée à des fins politiques.»

(Suite page 2)



Norvège

UNE VICTOIRE DE LA SOLIDARITE OUVRIERE

En France on attache de plus en plus d'importance à l'affermissement de la solidarité entre travailleurs immigrés et travailleurs français. L'his-

toire de la grève à la fonderie Jotul à Oslo en Norvège montre à son tour le développement de la conscience internationaliste de la classe ouvrière.

La fonderie Jotul emploie 300 ouvriers dont 20 % d'immigrés. Les conditions de travail sont difficiles et la direction est connue pour son attitude moyennageuse. Aussi la fonderie a-t-elle été régulièrement secourue par des conflits divers au cours des dernières années.

En décembre l'année dernière un ouvrier immigré fut renvoyé arbitrairement à la suite d'une querelle avec le gérant. Un meeting de tous les ouvriers syndiqués réclama immédiatement et à l'unanimité le réembauchage avec compensation économique de l'ouvrier renvoyé. Les directeurs lui rendirent son emploi, toutefois, afin d'éviter la compensation économique pour la période de chômage forcé, ils firent circuler sous cape une pétition raciste dirigée contre lui.

Les autres ouvriers voulurent alors négocier avec les directeurs pour assurer la compensation économique et pour obtenir le retrait de la pétition. Devant le mutisme des directeurs, tout travail a cessé pendant plusieurs jours. Les directeurs refusant toujours toute forme de pourparlers, la grève totale fut proclamée le 19 février. Les revendications principales : que l'ouvrier renvoyé reçoive son plein salaire pendant la période de chômage forcé, et que les responsables de la pétition dirigée contre lui soient renvoyés.

La grève dura jusqu'au 20 mars. Les sociaux-démocrates de la bureaucratie de la centrale syndicale se rangèrent aux côtés des patrons (question de principe pour les collaborationnistes de classe), refusant tout soutien, moral ou économique, aux grévistes.

Les bureaucrates sociaux-démocrates de la

branché de la fédération des ouvriers sidérurgiques à Oslo donnèrent leur «soutien aux revendications» tout en demandant aux grévistes de reprendre leur travail et de congédier leur comité de grève, «afin d'assurer la reprise des pourparlers». Ils publièrent une déclaration rendant le comité central et le comité syndical du Parti communiste des ouvriers (marxiste-lé-

niciste) - (AKP/m-l) - responsables de la grève. Les révisionnistes modernes tant «moscovites» (NKP) qu'«indépendants» (SV) se rangèrent finalement eux aussi sur la ligne «vos revendications sont justes à condition que vous repreniez le travail» !

En réponse, les grévistes affirmèrent toujours leur so-

lidarité et leur volonté de lutter. Une campagne nationale de collecte mobilisa les masses en leur faveur et leur assura plus de 100 000 couronnes (82 000 F français) par semaine. En une seule semaine la collecte organisée par les étudiants de l'université d'Oslo rapporta 62 000 couronnes (51 000 F).

Refusant de commenter l'attitude des directeurs -



Fortes de leur unité et de la solidarité du peuple norvégien les ouvriers immigrés de Jotul sont victorieux.

qui à un moment donné menacèrent tout simplement de liquider l'entreprise - ou les justes revendications des grévistes, les journaux bourgeois et sociaux-démocrates accusèrent l'AKP/m-l d'avoir «préparé la grève pendant des mois» et d'avoir «infiltré» la fonderie afin d'y semer le désordre. Ces accusations furent rejetées par

les grévistes. Dans une déclaration, l'AKP/m-l assura les grévistes de son plein soutien et dévoila comment la bourgeoisie reprend le thème de l'anti-communisme chaque fois que des ouvriers mènent une lutte militante.

Le dénouement eut lieu le 18 mars, lorsque le gérant - dont la responsabilité directe de la pétition ainsi que du renvoi de l'ouvrier immigré fut établie sans équivoque - remit sa démission, ce qui marqua la victoire totale des grévistes. La presse bourgeoise et sociale-démocrate lança immédiatement une campagne visant à ériger le gérant en martyr «de la rue et des voyous». Mais l'opinion publique était alors manifestement du côté des grévistes et la campagne fut aussitôt enterrée.

Le 1er Mai montra quelles conclusions les travailleurs immigrés ont tiré de la grève à Jotul. A Oslo, dans le défilé organisé conjointement par les sociaux-démocrates et les deux partis révisionnistes modernes il ne se trouvait aucun travailleur immigré. Dans la manifestation du «Faglig 1. mai front», soutenu entre autres par l'AKP/m-l, 430 travailleurs immigrés organisèrent leur propre section avec leurs propres slogans revendicatifs.

Un camarade norvégien.

Le président du conseil des ministres polonais, Piotr Joroszewick, vient de séjourner 48 heures en France où il a eu de nombreux entretiens avec le gouvernement français. A l'issue de sa visite, un communiqué commun fait état d'importants accords économiques portant notamment sur la livraison à long terme de produits de base et de matières premières. Il constate que «d'importantes perspectives de coopération industrielle existent, notamment dans les secteurs de la chimie, de l'informatique, de l'électronique, des industries mécaniques et électriques, de la métallurgie, de la sidérurgie, de l'agriculture et de l'industrie agro-alimentaire».

L'ampleur de la coopération ainsi envisagée témoigne éloquemment que la Pologne, comme tous les pays de l'Est pillés par le social-impérialisme russe, aspire à échapper à ses chaînes et cherche pour cela à resserrer ses liens économiques avec l'Europe de l'Ouest.

Les éloges adressés par le premier ministre polonais à la politique étrangère du gouvernement français ont provoqué la colère du PCF qui l'a vigilement critiqué dans les colonnes de «L'Humanité», témoignant ainsi que tout ne va pas pour le mieux entre les «partis frères».

L'Union des étudiants iraniens en France indique dans un communiqué publié vendredi à Paris que deux jeunes femmes ont été récemment assassinées sous la torture par les autorités iraniennes.

Faisant état d'informations parvenues à Paris, le communiqué déclare que les deux jeunes femmes, Sadighe Rezaei et Fatemeh Amini, arrêtées le mois dernier, ont été exécutées par la police secrète, en raison de leurs activités politiques.

L'Union des étudiants iraniens en France affirme également que «ces deux assassinats s'ajoutent aux 500 exécutions en Iran depuis cinq ans et à une liste de plus de 40 exécutions politiques depuis le début de l'année».

Les grévistes exigent l'arrêt immédiat de tous les licenciements, la mise en place de l'Antenne et l'agence nationale pour l'emploi et l'indemnisation du chômage.

En Guadeloupe, un mouvement de grève s'amorce également à l'EDF. Dans l'enseignement, les élèves du lycée technique de Baimbridge sont en grève illimitée avec le soutien des professeurs et du personnel de service. Plusieurs centaines d'entre eux ont parcouru à plusieurs reprises les rues de Pointe-à-Pitre en scandant : «Des locaux insalubres, des études impossibles !». Aujourd'hui lundi, les élèves de plusieurs lycées guadeloupéens se joindront à eux pour une grande manifestation dans les rues de Pointe-à-Pitre.

Grèves à la Martinique et en Guadeloupe

(Suite de la page 1)

Les grévistes exigent l'arrêt immédiat de tous les licenciements, la mise en place de l'Antenne et l'agence nationale pour l'emploi et l'indemnisation du chômage.

En Guadeloupe, un mouvement de grève s'amorce également à l'EDF. Dans l'enseignement, les élèves du lycée technique de Baimbridge sont en grève illimitée avec le soutien des professeurs et du personnel de service. Plusieurs centaines d'entre eux ont parcouru à plusieurs reprises les rues de Pointe-à-Pitre en scandant : «Des locaux insalubres, des études impossibles !». Aujourd'hui lundi, les élèves de plusieurs lycées guadeloupéens se joindront à eux pour une grande manifestation dans les rues de Pointe-à-Pitre.

le monde en marche

Versailles

Ouverture du sommet franco-africain

La 3e Conférence franco-africaine au sommet s'ouvre aujourd'hui lundi. Elle rassemble, outre la France, 19 pays africains. Les problèmes économiques, dominés par la conférence de Nairobi et le dialogue Nord-Sud n'en seront certainement pas absents. Mais l'essentiel des discussions portera sans doute cette fois-ci sur des problèmes directement politiques. La situation qui prévaut actuellement en Afrique australe pourrait dominer les travaux de la Conférence.

Les pays africains sont en effet de plus en plus préoccupés des interventions des superpuissances sur leur continent. L'intervention massive de l'URSS et de ses mercenaires cubains en Angola, la récente offensive de charme de Kissinger, ont jusqu'ici, laissé l'Occident sans réaction. De nouvelles interventions russes et américaines se dessinent à l'occasion des justes luttes de libération qui se mènent en Namibie, Rhodésie et Afrique du Sud. La France aura vraisemblablement à répondre aussi à ce sommet de sa politique africaine.

Le problème de la décolonisation de Djibouti, de l'occupation française maintenue à Mayotte, du sort fait aux travailleurs immigrés seront certainement discutés sans complaisance au cours de ce sommet.

Importants accords économiques franco-polonais

Le président du conseil des ministres polonais, Piotr Joroszewick, vient de séjourner 48 heures en France où il a eu de nombreux entretiens avec le gouvernement français. A l'issue de sa visite, un communiqué commun fait état d'importants accords économiques portant notamment sur la livraison à long terme de produits de base et de matières premières. Il constate que «d'importantes perspectives de coopération industrielle existent, notamment dans les secteurs de la chimie, de l'informatique, de l'électronique, des industries mécaniques et électriques, de la métallurgie, de la sidérurgie, de l'agriculture et de l'industrie agro-alimentaire».

L'ampleur de la coopération ainsi envisagée témoigne éloquemment que la Pologne, comme tous les pays de l'Est pillés par le social-impérialisme russe, aspire à échapper à ses chaînes et cherche pour cela à resserrer ses liens économiques avec l'Europe de l'Ouest.

Les éloges adressés par le premier ministre polonais à la politique étrangère du gouvernement français ont provoqué la colère du PCF qui l'a vigilement critiqué dans les colonnes de «L'Humanité», témoignant ainsi que tout ne va pas pour le mieux entre les «partis frères».

Nouvelles exécutions en Iran

L'Union des étudiants iraniens en France indique dans un communiqué publié vendredi à Paris que deux jeunes femmes ont été récemment assassinées sous la torture par les autorités iraniennes.

Faisant état d'informations parvenues à Paris, le communiqué déclare que les deux jeunes femmes, Sadighe Rezaei et Fatemeh Amini, arrêtées le mois dernier, ont été exécutées par la police secrète, en raison de leurs activités politiques.

L'Union des étudiants iraniens en France affirme également que «ces deux assassinats s'ajoutent aux 500 exécutions en Iran depuis cinq ans et à une liste de plus de 40 exécutions politiques depuis le début de l'année».

Grèves à la Martinique et en Guadeloupe

(Suite de la page 1)

Les grévistes exigent l'arrêt immédiat de tous les licenciements, la mise en place de l'Antenne et l'agence nationale pour l'emploi et l'indemnisation du chômage.

En Guadeloupe, un mouvement de grève s'amorce également à l'EDF. Dans l'enseignement, les élèves du lycée technique de Baimbridge sont en grève illimitée avec le soutien des professeurs et du personnel de service. Plusieurs centaines d'entre eux ont parcouru à plusieurs reprises les rues de Pointe-à-Pitre en scandant : «Des locaux insalubres, des études impossibles !». Aujourd'hui lundi, les élèves de plusieurs lycées guadeloupéens se joindront à eux pour une grande manifestation dans les rues de Pointe-à-Pitre.

Grèves à la Martinique et en Guadeloupe

(Suite de la page 1)

Les grévistes exigent l'arrêt immédiat de tous les licenciements, la mise en place de l'Antenne et l'agence nationale pour l'emploi et l'indemnisation du chômage.

En Guadeloupe, un mouvement de grève s'amorce également à l'EDF. Dans l'enseignement, les élèves du lycée technique de Baimbridge sont en grève illimitée avec le soutien des professeurs et du personnel de service. Plusieurs centaines d'entre eux ont parcouru à plusieurs reprises les rues de Pointe-à-Pitre en scandant : «Des locaux insalubres, des études impossibles !». Aujourd'hui lundi, les élèves de plusieurs lycées guadeloupéens se joindront à eux pour une grande manifestation dans les rues de Pointe-à-Pitre.

Kissinger à Paris

Un optimisme de commande

(Suite de la page 1)

Giscard et Kissinger sont tombés d'accord pour affirmer que les relations franco-américaines «n'avaient jamais été meilleures», déclaration assortie toutefois de la restriction que «chaque côté a ses vues personnelles sur les problèmes.»

Dans une interview accordée aux «Daily News», Giscard qui se rendra prochainement aux USA, a cru nécessaire de mettre fortement les points sur les I.

«Les Américains doivent comprendre», a-t-il déclaré, et là je me vois obligé d'utiliser une expression assez forte, que la France n'est pas un sujet mais un allié.»

Parallèlement, les différends commerciaux qui opposent actuellement les pays de la CEE, dont la France, aux États-Unis, ne semblent pas en voie de s'apaiser.

Sur le plan agricole un conflit serré oppose les pays de la CEE qui ont décidé d'incorporer obligatoirement 400 000 tonnes de poudre de lait dans les aliments pour bétail, aux exportateurs américains de soja qui voient ainsi se réduire un important marché.

La querelle des aciers spéciaux se poursuit, Ford ayant menacé au cas où l'Europe ne signerait pas des

accords de limitation volontaire des aciers spéciaux, d'instaurer des contingents.

Enfin une enquête américaine anti dumping contre les producteurs automobiles européens et japonais suscite de vives réactions en Europe où les exportations de voiture vers les USA représentent 12 % des exportations totales du marché commun en Amérique.

Derrière l'optimisme de commande suscité par la commune inquiétude provoquée par la menace grandissante de l'URSS, tout ne va donc pas pour le mieux dans le meilleur des mondes entre les alliés occidentaux.

MESSAGE A ROMAIN LE GAL

A l'issue du meeting du 8 mai, les participants acclamaient par de chaleureuses acclamations le message suivant, adressé à notre camarade emprisonné :

«Aujourd'hui, alors que les mouvements de masses d'ouvriers français et immigrés, de paysans, d'étudiants connaissent un nouvel essor, le gouvernement de la grande bourgeoisie capitaliste t'a fait emprisonner et inculper avec quatre autres camarades de reconstitution du PCMLF. Ainsi est-il clair que la justice bourgeoise frappe des militants marxistes-léninistes parce qu'elle les sait résolument, totalement et jusqu'au bout aux côtés des ouvriers et de tout le peuple travailleur, elle les frappe parce qu'elle craint les masses populaires, elle les frappe parce qu'elle est l'arme d'une poignée d'exploiteurs.

«Cependant le calcul du pouvoir, qui est d'effrayer, aboutit à un résultat inverse. La répression suscite une indignation encore plus grande et l'opposition au régime grandit.

«C'est ainsi qu'à la suite de ton arrestation et de l'inculpation de Jean et Geneviève David, de Hervé Jégouzo et de Jacques Le Forestier, plusieurs comités de soutien ont commencé à se créer, tandis que dans de nombreuses organisations de masse les travailleurs se réunissent pour concrétiser leur volonté de te libérer toi et tous les emprisonnés politiques.

«C'est dans cet esprit que de nombreux travailleurs français et immigrés ont participé samedi 8 mai à Paris à un meeting contre la répression.

«Déterminés à poursuivre l'information, l'organisation et l'action des travailleurs contre les mesures arbitraires qui frappent des ouvriers immigrés, des syndicalistes ouvriers, des petits paysans, des étudiants, des militants corses, bretons, des soldats et des marxistes-léninistes, les participants au meeting du 8 mai t'assurent de leur soutien jusqu'à ta libération.»

Lip journées «portes ouvertes»

Succès du rassemblement ouvrier et populaire

(Suite de la p. 1)

Vincennes, Grenoble, Toulouse, Sorbonne côtoyaient les grévistes de Lou Cantou à Montpellier et les usines Gambin (métallurgie à Annemasse) et Bourgeois (de Besançon). Un grand panneau photographique retraçait les différents épisodes de la lutte des ouvriers du Parisien libéré qui diffusaient une de leurs éditions pirates. Une forte délégation du comité de coordination Sonacotra fait face au stand de Rhône-Poulenc et des travailleurs de l'Assedic des Hauts-de-Seine.

Dans l'après-midi de samedi et de dimanche se sont tenus des forums sur «les formes de luttes et perspectives de coordination», «la situation de l'horlogerie», «les femmes», l'unité «ouvriers-étudiants» et les «travailleurs immigrés». Dans la matinée de dimanche a été élaborée une motion par les délégations intersyndicales

présentes. Le nombre de signatures recueillies témoigne déjà, une semaine après la création de la coordination de Marseille, de l'unité possible et souhaitée par tous. Seules les délégations CGT du Parisien libéré, de Lip et de Griffet ont refusé de la signer après en avoir atténué la portée politique pendant les discussions.

Après l'adoption de la motion il a été décidé que le 1er week-end de juin, une réunion nationale des différentes délégations signataires se tiendrait pour envisager une initiative nationale sur les bases de propositions que Griffet se charge de centraliser. Nous reviendrons dans notre édition de demain en détail sur le contenu politique de cette journée qui s'est terminée dans l'enthousiasme par une Internationale puissante entonnée au moment du départ des Griffet.

COMMUNIQUÉ DU BUREAU RÉGIONAL DE FRANCHE-COMTÉ DE LA CFDT :

«Le conseiller général communiste accuse l'ensemble des travailleurs de Lip et leur intersyndicale CFDT-CGT-CGC de se compromettre avec les grands capitalistes, déclare la CFDT, il faut que le Parti communiste ait un profond mépris envers les travailleurs et leurs organisations syndicales pour venir en pleine période de lutte sociale lancer de pareilles calomnies contre eux. Comble de cynisme, M. Paganelli a utilisé pour cette triste péroraison la tribune qui était créée par les Lip à l'occasion de leur opération portes-ouvertes.»

Pour sa part, Paganelli précise encore une fois que le souci constant du PCF est de préserver l'emploi des 200 salariés ainsi qu'un potentiel technique de grande valeur. Il ajoute : «La seule solution c'est d'engager résolument la lutte contre le pouvoir et le grand patronat».

Tours

Derrière les flonflons de l'orchestre électoral

Comme chaque élection partielle désormais, les élections législatives qui se déroulaient à Tours ont vu un gros déploiement des états-majors politiques qui entendent en faire un «test national». Marchais et Mitterrand s'étaient tous deux déplacés pour soutenir leurs poulains de même que Michel Durafour et André Diligent ont apporté leur appui au candidat réformateur.

Pourtant c'est dans l'indifférence générale que ces élections se sont déroulées. Avec un assez fort pourcentage d'abstentions (près de 40%), elles confirment les tendances déjà enregistrées. Si le fasciste local, Jean Royer, est réélu député avec 56,8% des voix, le PS en obtient 21,5%, progressant de 4 points par rapport aux élections de 1973, tandis que le PCF avec 18,2% chute de 1 point.

Mais les préoccupations des travailleurs tourangeaux sont toutes autres en ce moment.

Actuellement contrairement à ce que proclame «Radio-TV-presses-bourgeoises», les préoccupations des travailleurs tourangeaux ne se concentrent pas sur la campagne électorale.

— Le comité de chômeurs s'est récemment fait vider de l'ANPE où il voulait imposer un panneau d'informations pour les travailleurs au chômage.

— Au CHU, la police a débarqué à l'appel de la direction (Royer : président du conseil d'administration) pour vider une délégation de syndiqués qui demandaient une audience suite à la mutation arbitraire de l'une de leurs camarades.

A Champex, (conserverie de champignons, l'an dernier une déléguée a été frappée par le patron, personnel essentiellement féminin immigré) les sanctions pleuvent sur les déléguées.

— Les cheminots CFDT grévistes sont sanctionnés.

— Dans les entreprises métallurgiques (Cadoux, SKF) les grèves se multiplient contre la nouvelle grille de classifications.

— A l'occasion du 1er Mai, les travailleurs ont manifesté leur volonté de lutte anticapitaliste et antirévionniste.

Pendant des semaines la CGT avait fait pression sur la CFDT pour un cortège «unitaire», c'est-à-dire encadré par son SO social-fasciste (l'an dernier celui-ci avait agressé les «gauchistes»). Cette année la CGT exigeait un engagement écrit de la CFDT empêchant les «gauchistes» de manifester. La majorité des militants CFDT ont refusé catégoriquement ce diktat et ils ont organisé leur propre cortège. Entre temps les élections (... Nous y voilà !) aidant, la CGT décidait à la veille du 1er Mai un simple rassemblement place de l'Hôtel de ville avec discours des pontes locaux et vente du muguet «démocratique».

Le cortège de la CFDT suivi notamment des groupes femmes, des CLA) et de

lent fébrilement pour leur grand spectacle.

Pour le PC, la couleur sera verte (le poing vert écologique) avec V. Labeyrie. Il demande à ses étudiants (eh oui c'est un éminent universitaire) de ne pas casser sa baraque (eh oui, il est directeur du CESA). Les luttes étudiantes l'indisposent, car elles le mettent au pilori.

Lussault (PS) c'est la rose au poing. Il succède à Stéphane Réggiani sur le podium à la fête du PS à Esnes le 1er Mai.

Royer investi d'une mission sacrée proclame l'ère de l'ordre et de la moralité fascistes.

La LCR : son programme comporte une chanson sur l'échelle mobile des salaires ; la LCR, on l'a déjà vu à l'œuvre ici lors d'une grève récente à la COGECO qu'elle a sabotée.

Une candidature LO bien sûr, Arlette viendra elle aus-

si chanter son couplet.

Une recrue tardive (PSU, GOP...) : Merija. L'autre jour à la conférence de presse du CHU, elle a fait sa petite intervention (je vous soutiens vous avez raison, votez pour moi), tira sa révérence et partit avant la fin (campagne oblige — elle soutient toutes les luttes... toutes... on la voit partout).

Bien entendu tous les 3 appelaient leurs électeurs à applaudir le candidat de Mitterrand au 2e tour...

Bref le spectacle a beau être gratuit on s'en lasse...

A Tours comme l'autre fois à Chatellerauld on veut nous faire croire que tout va changer avec un bulletin de vote.

Les travailleurs eux croient en leurs luttes et sont de plus en plus nombreux à crier :

Ni majorité, ni Programme commun, à bas le capitalisme !

La cour de sûreté de l'Etat

un instrument de la répression politique de la bourgeoisie

Le 15 janvier 1963, une loi institue une nouvelle juridiction pénale dans notre pays, destinée à siéger en permanence : la cour de sûreté de l'Etat.

Sa compétence est tracée par le texte qui la crée : crimes et délits contre la sûreté de l'Etat, individuels ou collectifs, tendant à substituer une autorité illégale à l'autorité de l'Etat.

Destinée à siéger en permanence, elle comprend un président et quatre juges, dont deux sont des magistrats et deux des officiers généraux ou supérieurs de carrière. Outre le traitement habituel des magistrats, ils perçoivent tous des indemnités exceptionnelles «en raison des charges de leur fonction» (!)

Nommés par décret du gouvernement, ils sont renouvelables tous les deux ans et ne sont pas, comme les autres magistrats inamovibles, ce qui les rend encore plus dépendants du pouvoir.

Malgré les nombreuses tentatives faites pour présenter ce tribunal comme une simple «juridiction spécialisée», il s'agit bel et bien d'une «juridiction d'exception», c'est-à-dire fonctionnant totalement en dehors du cadre judiciaire normal, sans même les maigres garanties que celui-ci accorde aux citoyens.

Faut-il le préciser : la notion même de «sûreté

de l'Etat» est purement arbitraire. Elle frappe à la limite, tous ceux qui dénoncent l'Etat capitaliste et peut être invoquée pour tenter de museler toute opposition révolutionnaire.

Selon une ruse bien connue, la cour de sûreté a été justifiée et d'abord utilisée pour frapper l'extrême-droite fasciste. Les premiers qui y ont comparu, ont été les fascistes de l'OAS.

De la même façon, la loi de 1963, destinée à frapper les «ligues factieuses et bandes armées», a d'abord servi contre l'extrême-droite fasciste, avant d'être utilisée contre les mouvements révolutionnaires. C'est elle qui a servi de base à l'interdiction du PCMLF, le 12 juin 1968.

De même, la cour de sûreté de l'Etat n'a pas tardé à se désintéresser totalement des activités de l'extrême-droite pour concentrer tous ses coups sur des militants luttant contre l'oppression et l'exploitation capitaliste ; interdiction du PCMLF, de la Gauche prolétarienne, procès contre des militants bretons, corses, syndicalistes CFDT, marxistes-léninistes.

Déjà en 1970, 5 militants révolutionnaires

étaient inculpés et lourdement condamnés par ce pilier de la répression politique de la classe bourgeoise au pouvoir.

Nous pouvons tous reprendre à notre compte ce que l'un d'eux, l'ouvrier Jean Thiriot, déclarait alors devant ses juges :

«Nous affirmons que seule l'action révolutionnaire des masses, dirigée par la classe ouvrière et son Parti d'avant-garde, permettra la Révolution prolétarienne.»

«Parce que je suis resté un ouvrier communiste, fidèle à l'idéal de mes 20 ans, quand j'adhérais au PCF, en 1951, parce qu'en conséquence, je n'ai jamais accepté que l'on fasse Marx en Jésus-Christ, ni avilisse la rigueur révolutionnaire et offensive du léninisme... guidé par les enseignements de nos grands maîtres, Marx, Engels, Lénine, Staline et Mao Tse-toung, je suis plus assuré que jamais de l'inéluctable victoire révolutionnaire de ma classe, la classe ouvrière, qui seule a le droit de me juger. C'est dire que je récuse votre tribunal. La justice de la dictature de la bourgeoisie peut bien emprisonner des hommes, des militants comme moi-même, mais elle n'arrêtera plus la marche des idées. Le règne de la bourgeoisie finira bientôt.»



Aux usines SEP (Bordeaux)

LES SEP ONT RAISON, LES SEP VAINCRONT !

Depuis maintenant près de trois semaines, les travailleurs des usines SEP de Bordeaux sont en grève pour la réintégration d'un camarade de travail. Celui-ci, chef d'atelier, avait le double tort d'être syndiqué CFDT et apprécié de ses camarades de travail.

Le patron, sous couvert de faux prétexte, pensait mettre dehors sans trop d'encombre ce travailleur. Mais c'était agir sans tenir compte de la grande tradition de lutte de classe des ouvriers de la SEP.



Ainsi, après un démarrage un peu lent, les SEP de Blauquefort et du Hailou sont dans le coup. Chaque matin les grévistes ferment les portes avec des chaînes.

Un matin, ils ont vu débarquer 80 gardes mobiles, que le patron avait appelés. Ils ont ouvert les grilles... pas un travailleur n'est entré !

Deux jours après, les pontes locaux du PCF débarquent pour la deuxième fois (la première fois, ils avaient été repoussés), avec ce coup-ci voiture son. Conséquence : 200 travailleurs écourés rentrent dans l'usine. Le lendemain, les grévistes ne les laissent pas

parler et réenchaînent les portes.

Tous les travailleurs sont très fermes : le travailleur licencié doit être réintégré, c'est la revendication essentielle.

Ensuite, «refus de la commission de licenciement. On doit pouvoir discuter les ordres donnés, la direction ne doit pas recourir à la répression physique ou juridique contre les grévistes. Paiement des heures de grève».

Devant la détermination des travailleurs la direction s'évanouit dans la nature, elle compte sur le temps pour désarmer le mouvement et les lettres envoyées aux travailleurs individuellement, etc.

Lundi matin, les travailleurs savent de source sûre que les flics seront là à nouveau (la dernière fois il y avait une centaine de gardes mobiles). Mais les travailleurs ne céderont pas, ni devant la force physique, ni devant les chantages juridiques ou financiers. Soyons prêts à les aider de toutes nos forces dans leur lutte et sa popularisation, favorisons un grand mouvement de solidarité de classe avec les SEP. Les SEP vaincront !

Correspondante HR

Rectificatif : Les travailleurs de SEP n'ont pu venir au rassemblement ouvrier du 30 avril, en raison du travail qu'ils avaient à faire pour leur lutte : rondes de nuit pour éviter les sabotages dans la boîte et les provocations, collages, etc.

Olida (Levallois)

LES LEÇONS DE LA TRAHISON DES DIRIGEANTS CGT

Après un mois de grève avec occupation, les dirigeants fédéraux de la CGT ont réussi à faire reprendre le travail sans qu'il y ait satisfaction sur les revendications demandées.

Il a fallu 4 jours à un dirigeant fédéral CGT pour diviser les ouvriers

Dans une assemblée générale au début de la grève, les ouvriers avaient affirmé leur volonté que les responsables fédéraux des 2 organisations syndicales CGT et CFDT n'interviennent pas à l'intérieur de l'usine, et qu'ils laissent l'entière responsabilité de la direction de la grève au comité de grève et aux 2 sections de l'entreprise. Or, le mardi 27 avril le responsable de la fédération de l'alimentation CGT, avec l'aide du secrétaire de l'Union locale Levallois et le secrétaire de l'Union régionale parisienne ont mis sur pied, dans le secret le plus absolu une assemblée générale à 14 heures, en évitant de prévenir le comité de grève, et la section syndicale CFDT de l'entreprise. Devant une telle situation, les ouvriers réunis dans cette AG, ont exigé que celle-ci cesse tant que la section CFDT, dont les ouvriers avaient reconnu le rôle dirigeant durant le début de la grève, ne serait pas présente.

Ce fut alors le commencement de la trahison. Pour eux le rapport de force était insuffisant, alors il fallait limiter nos exigences, et négocier «n'importe où» «n'importe comment, le plus rapidement possible».

Alors que le patron ne cédait que quelques bricoles, ils estimaient qu'on ne pourrait obtenir plus, qu'il fallait tenir compte de toutes les difficultés, (pour les ouvriers c'est déjà 1 mois de salaire en moins...), que c'était déjà pas si mal d'avoir obtenu cela... et appelaient à la reprise du travail.

Ayant semé — à force de manœuvres et de démagogie — le doute, la division, certains ouvriers perdirent l'espoir dans la victoire de leur grève, c'est dans une assemblée générale ne regroupant qu'une partie des grévistes

ouvriers, elle a provoqué aussi une colère et une prise de conscience importante chez un bon nombre d'autres ouvriers.

Les mots «traîtres» ou «achetés» furent beaucoup prononcés par les ouvriers qui virent les pratiques antidémocratiques des dirigeants CGT :

— faire une assemblée générale dans le dos de tous les ouvriers qui avaient pris une part active à la grève (comité de grève et militants CFDT)

— faire un vote, en utilisant la division qu'eux-mêmes



Manifestation des ouvriers d'Olida avec d'autres travailleurs de Levallois (Hauts-de-Seine) (photo correspondant HR).

(170 environ sur 250 régulièrement présents dans l'entreprise), que fut votée par 105 voix contre 63 la reprise du travail.

La colère gronde quand les ouvriers voient leurs intérêts trahis

Si une telle attitude a créé la division, et a répandu le pessimisme chez certains

avaient créée (le permanent demanda aux ouvriers qui voulaient continuer la grève de se mettre d'un côté de la salle, et aux autres ouvriers de se mettre de l'autre, créant ainsi 2 blocs qui allaient s'affronter). Un tel vote leur permit par la suite de dire que seul un vote à bulletin secret permettrait d'exprimer l'esprit responsable et digne des travailleurs. Quelle manœuvre honteuse, alors que tous les votes de la grève s'étaient faits à main levée sans incident.

— le permanent CGT, devant une ouvrière révoltée par sa trahison, lui demanda d'arrêter son cinéma !

Un grand nombre de travailleurs a pris conscience que le seul souci des permanents CGT était de faire reprendre le travail le plus vite possible ; que les permanents CGT avaient trahi la lutte.

Des leçons à tirer pour une prochaine lutte

Cette semaine était une semaine importante pour l'avenir de la grève :

En effet les stocks de viande contenus dans tous les frigos de l'usine ne pouvaient plus supporter une continuation de l'occupation sans grave conséquence.

Ceci constituait un moyen de pression énorme pour que les ouvriers puissent faire céder le patron.

C'est pour cette raison que le patron passa à l'offen-

sive de diverses manières cette semaine-là : tentative de provocations avec la maîtrise le mercredi 28 avril, tentatives de «récupérer» un certain nombre de grévistes en leur proposant un accom-

— C'est à ce moment-là que les dirigeants de la CGT interviennent, 2 lignes étaient alors en présence :

— l'une qui essayait de montrer que seule l'augmentation du rapport de force en faveur des ouvriers permettrait de faire céder le patron (en popularisant, en trouvant d'autres formes d'action...) et qui était défendue par le comité de grève et la section CFDT.

— l'autre propulsée par les dirigeants de la CGT et qui s'appuyait sur les ouvriers hésitants, disait que le rapport de force étant trop faible il fallait arrêter la grève. Cette lutte entre 2 lignes a abouti à la reprise du travail. Pourquoi ?

D'abord sans doute grâce aux multiples manœuvres antidémocratiques des dirigeants CGT. Manœuvres qui ont pu être possibles dans une entreprise où la classe ouvrière n'a que très peu de traditions de lutte (1ère grève importante depuis 68) et où l'expérience manquait beaucoup.

Aussi, sans doute, le manque de propositions concrètes pour renforcer le rapport de force en faveur des ouvriers a-t-il permis aux dirigeants de la CGT de faire croire que l'on ne pouvait rien obtenir.

Mais cette lutte a permis une prise de conscience, ainsi que le développement de la volonté de lutter pour obtenir de meilleures conditions de travail.

Le combat ne fait que commencer à Olida-Levallois entre le patron et les ouvriers, entre la ligne des dirigeants CGT et une ligne naissante dans les masses et qui rejette toute collaboration de classe.

Un nombre important d'ouvriers est fermement décidé à ne plus se laisser mener par les chefs comme avant, fermement décidé à ne plus accepter les conditions de travail d'avant la grève, fermement décidé à combattre la ligne de la CGT traître aux ouvriers.

Correspondant HR.

* à noter que la section CFDT de l'entreprise a enregistré un nombre très important d'adhésions alors que sur les 50 adhésions que la CGT avait enregistré durant la grève, déjà une dizaine lui a rendu sa carte.

A noter également que depuis 3 semaines, chez Olida à Loudéac (en Bretagne), la lutte s'organise contre le salaire au rendement (coulage des cadences).

Grèves victorieuses

A l'Amicale de l'enseignement des étrangers (A.E.E)

Après huit jours de grève nationale et 3 jours d'occupation du siège national et des délégations régionales, un accord d'entreprise est signé entre les diverses parties (présidents, syndicats, CE...).

Les salariés à temps partiel (STP) ont obtenu :

— la reconduction de tous les contrats STP jusqu'en juin.

— priorité à la réembauche pour les STP en septembre avec la création de 400 postes de permanents (au lieu d'une soixantaine), et la garantie d'une permanentisation progressive pour tous les STP dans la limite de décembre 1977, ainsi qu'un congé annuel aligné sur celui des formateurs (2/12).

L'embauche d'enseignants vacataires est bloquée (on sait que la direction escomptait sur eux pour éliminer les STP) et leur travail pour l'AEE est limité à 6 heures par semaine.

Aucune sanction ne sera prise envers les grévistes et les journées de grève seront payées.

C'est un rapport de force qui a fait céder la direction. L'ensemble des syndicats, poussé par la base, avec une CFDT majoritaire, et combative, ont démontré une bonne coordination. La démocratie syndicale a joué, les décisions se prenant en AG de grévistes syndiqués et non-syndiqués.

Seule la lutte paye !

Une STP
Aix-Marseille.

Aux abattoirs de Saint Lô (Manche)

Au terme d'un jour et demi de grève une centaine d'ouvriers et d'employés de bureau des abattoirs de Saint-Lô ont repris le travail la tête haute : ils ont gagné et pratiquement obtenu tout ce qu'ils demandaient.

— augmentation uniforme de 100 F pour tous ;

— garantie pour les congés de maladie ;

— répercussion de toute augmentation du SMIC pour tout le monde.

Diverses propositions de la direction ont été rejetées par trois fois. Elle jouait sur la hiérarchie (coefficient, primes déguisées...) et ne voulait pas répondre aux exigences des grévistes.

Les décisions quant à la conduite de la grève ont toutes été prises par l'ensemble des grévistes massés en

permanence devant les grilles de l'abattoir. Deux autres traits à remarquer dans cette lutte : la revendication d'augmentation uniforme pour tous, ouvriers et employés de bureau, ainsi que leur grande unité et solidarité. Il faut dire également que seule la CFDT est implantée dans la boîte. Les femmes ont montré une grande combativité et une grande détermination.

Comme les pertes en bidoche et même en animaux vivants risquaient de chiffrer assez vite, le patron n'a pas tardé à comprendre, surtout que les grévistes étaient décidés à aller jusqu'au bout.

Une petite grève, mais qui en dit long sur les acquis des luttes de ces dernières années.

Correspondant HR.



A BAS LA REPRESSION TOUS UNIS NOUS VAINCRONS !

L'intervention systématique des flics, les perquisitions, les expulsions d'ouvriers et d'étudiants immigrés, les arrestations de travailleurs et leur détention, les inculpations au titre de la loi anticasseurs ou pour reconstitution de ligue dissoute (le PCMLF), tout cela ne montre qu'une chose : la bourgeoisie est sur la défensive. Aux centaines de milliers de travailleurs français et immigrés, des villes et des campagnes, aux centaines de milliers de petits paysans et d'étudiants, il appartient donc plus que jamais de poursuivre et d'intensifier leur offensive anticapitaliste.

«A bas la répression, tous unis nous vaincrons !» C'est ce juste mot d'ordre qui a fusé à plusieurs reprises samedi soir à la Maison de la Mutualité à Paris où s'étaient rassemblés à l'appel des communistes marxistes-léninistes de France et de leur quotidien *L'Humanité rouge* un millier de personnes, parmi lesquelles les parents de Romain Le Gal. La parole revint d'abord à l'un des cinq militants communistes inculpés à Lorient de reconstitution du Parti communiste marxiste-léniniste de France.

geant le PCF et la CGT de se démasquer comme des réactionnaires, des provocateurs. En faisant des pressions pour empêcher les travailleurs de signer les pétitions de protestation, en faisant courir des rumeurs dont il a avoué qu'il les tenait directement des flics des Renseignements généraux, «le parti de Marchais qui se veut le champion des libertés a montré à Lorient son vrai visage : défenseur des libertés en paroles, coups bas, calomnies sabotage dans les actes».



Une vue générale du meeting chantant l'Internationale (photo HR).

Après qu'ait été passé un enregistrement sonore de Jean David, assigné à résidence, sur les conditions totalement illégales dans lesquelles se sont faites les perquisitions, les arrestations, de même que la procédure qui devait conduire aux inculpations — flagrant délit, trois jours après les faits reprochés ! — Hervé Jégouzo, élève-assistant social, devait rappeler qui sont les cinq inculpés, «des criminels ? des bandits ? Non, camarades, les 5 inculpés de Lorient sont 5 jeunes travailleurs». Ils sont âgés de 20 à 30 ans. Ils «subissent chaque jour l'exploitation des patrons». Et chaque jour aussi ils «se battent aux côtés de leurs frères de classe, à l'intérieur des syndicats contre les patrons assoiffés de profits». «La bourgeoisie ne s'y est pas trompée, poursuivait Hervé Jégouzo, elle cherche à atteindre ceux qui la dénoncent, ceux qui aident le peuple à y voir clair, ceux qui organisent les travailleurs. Bref, ceux qu'elle sait être dangereux pour elle». «Mais, poursuivait-il, partout se sont créés dans la région de Lorient des comités de soutien aux inculpés, partout les travailleurs indignés par ces inculpations ont manifesté et manifestent leur soutien.

Cela, devait-il préciser, a d'ailleurs été l'occasion pour les faux communistes diri-

Jean Cardonnel avait envoyé un message dans lequel il dénonçait cette société où «le crime — un seul crime — c'est le fait d'être solidaire de la classe ouvrière, ou bien de l'alliance étudiants, dressés contre leur domestication, ouvriers, paysans».

Augustin Tirroloni et Pinelli, deux Corses détenus à Fresnes avec Romain Le Gal, saisissaient l'occasion pour dénoncer dans un message la répression dont ils sont victimes. Augustin Tirroloni a été recherché pendant plusieurs mois suite à Aléria. Son fils, 19 ans, a été pris en otage et est resté détenu pendant 3 mois à Fleury-Mérogis. Augustin Tirroloni s'est présenté à la justice avant le procès avec promesse qu'il serait laissé en liberté. Il est détenu à Fresnes depuis la semaine dernière ! Quant à Pinelli, le juge lui avait promis d'être relâché vendredi dernier au plus tard. Il ne l'a été que lundi.

Des messages avaient également été envoyés par le Comité d'information et de défense des victimes de la répression en Tunisie, et par les marxistes-léninistes tunisiens de l'organisation «El Amel Tounsi» (le Travailleur tunisien).

La parole était donnée à un membre de la Fédération des étudiants d'Afrique noire en France. Il fustigeait la répression policière dont sont victimes les étudiants africains en lutte notamment à Dijon, à Poitiers, Rennes, Reims, Marseille, et Paris où le 30 avril 4 responsables du comité de résidents de la Maison d'Afrique à la Cité internationale universitaire de Paris, ont été enlevés par les flics et expulsés immédiatement.

A son tour, un enseignant de la faculté des Lettres de Toulouse-le-Mirail intervenait pour dénoncer la répression et en particulier l'inculpation de 23 étudiants de la faculté qui ont osé — crime entre les crimes ! — séquestrer un recteur et riposter aux flics de la bourgeoisie. Il devait montrer en particulier comment les étudiants ont décidé de s'opposer de façon réellement offensive à la répression, en assurant leur autodéfense lors des manifestations par exemple.

Intervenait alors Henri Mandrile, de retour de la «journée portes ouvertes» organisée par les Lip à Besançon. Il retraçait les pressions auxquelles l'avait soumis la direction de l'École d'éducateurs de Marseille, son licenciement, la décision de Durafour prise contre l'avis de l'inspection du travail, et la lutte incessante menée par ses collègues de l'école pour obtenir sa réintégration.

Un véritable tonnerre d'applaudissements et de mots d'ordre scandés par un millier de poitrines saluait alors l'arrivée au micro d'un résident des foyers Sonacotra. Longuement et de façon détaillée il montrait comment s'est forgée l'unité des différentes nationalités, et retraçait le cours de la grève des loyers expliquant comment «les ouvriers étrangers sont exploités au travail, à l'usine, exploités après par l'État qui les vole sur les allocations familiales par exemple, et exploités encore dans les foyers par la Sonacotra». Rapidement les résidents ont su reconnaître qui sont leurs amis et qui sont leurs ennemis. «les révisionnistes, on ne peut pas dire qu'ils nous ont trahis. Nous, on n'a rien signé avec eux. Ça fait déjà des années et des années qu'ils ont trahi les ouvriers», et cet ouvrier immigré de rappeler avec colère comment le PCF et la CGT ont négocié dans le dos des résidents avec la Sonacotra et fait reprendre les paiements



L'un des inculpés de Lorient, Hervé Jégouzo, au cours de son intervention (photo HR).

dans plusieurs foyers, le foyer Allende de St-Denis par exemple. Dans un des foyers de Champigny, le directeur social-fasciste, s'opposait par tous les moyens à la grève, les résidents ont mené la lutte jusqu'à ce qu'il soit expulsé du foyer. «Le PCF, tout ce qu'il fait c'est qu'il nous attaque. Par exemple, il n'y a pas longtemps, il a fait une manifestation à St-Denis, son mot d'ordre était «des gauchistes, c'est la répression». Mais les révisionnistes peuvent bien lancer toutes les attaques qu'ils veulent contre le Comité de coordination, dire que nos mots d'ordre sont démagogiques, aventuristes, et que le Comité de coordination est minoritaire. Il n'empêchera pas qu'aujourd'hui le Comité de coordination c'est la volonté de 54 foyers en grève, la volonté de plus de 20 000 travailleurs !». Ce camarade immigré termina son intervention en analysant qui sont les ennemis, qui sont les faux amis, et qui sont les vrais amis des résidents de la Sonacotra, et en appelant tous les comités de soutien, mis ou à mettre en place, à se placer résolument sous la direction du Comité de coordination dont les membres sont actuellement contraints à la clandestinité, pourchassés qu'ils sont par les flics de la bourgeoisie.

Enfin avant qu'intervienne Camille Granot, un ouvrier marxiste-léniniste des Câbles de Lyon montra comment au cours de leur récent procès, les ouvriers de cette usine de Clichy ont mené, jusqu'à l'intérieur du tribunal, une lutte offensive contre la répression. «On n'était pas des accusés. En principe dans ces endroits on arrive en baissant la tête. Mais là c'était nous les accusateurs contre l'exploitation capitaliste». En butte aux pressions et aux calomnies des révisionnistes dirigeant la CGT, les ouvriers des Câbles de Lyon, eux aussi, ont su mener la lutte contre ces envoyés de la bourgeoisie dans les rangs ouvriers. «Les révisionnistes nous attaquaient. Ils disaient qu'on était minoritaires, gauchistes, et tout. Résultat : aux élections, la liste qu'on a présentée sur une ligne de combat classe contre classe a obtenu 86 % des voix».

Ragaillardis, gonflés à bloc par le contenu prolétarien de ce meeting, par toutes ces interventions, d'ouvriers français et immigrés, d'étudiants et d'enseignants, tous dans le feu de la lutte contre la classe des exploités, tous en butte à la répression de son appareil d'État et aux manœuvres de la bourgeoisie révisionniste des directions du PCF et de la CGT, les participants se séparaient après avoir chanté, le poing dressé, une Internationale annonçant un plus grand essor encore dans notre pays des luttes ouvrières et populaires contre la répression et contre ce régime d'exploitation et d'oppression capitaliste.



Martinique

Le Groupe d'action prolétarien nous écrit

Il y a quelque temps nous publions une lettre adressée à notre journal par un groupe marxiste-léniniste de la Martinique.

Un autre groupe martiniquais se réclamant également du marxisme-léninisme nous a fait parvenir la protestation que nous reproduisons ci-dessous.

Nous la publions, afin de rectifier une information unilatérale, avec le souci de ne pas

Chers camarades,
C'est avec une grande surprise que nous avons découvert dans votre numéro du vendredi 2 avril 1976 la publication d'une « lettre de la Martinique » dans laquelle notre organisation, le Groupe d'action prolétarien (GAP), est mise en cause.

Cette « lettre » qui se présente tout d'abord comme un ensemble « d'appréciations sur le contenu de votre journal », lance successivement quelques flatteries à votre égard, flatteries appuyées par une critique contre le « Quotidien du peuple », et en arrive à l'essentiel, c'est-à-dire une appréciation opportuniste à propos de la lutte entre les deux lignes qui se déroule au sein du mouvement marxiste-léniniste martiniquais

et à propos des mesures organisationnelles qui en découlent.

Cette « lettre » se termine enfin par ce qui ne saurait être qu'une publicité personnelle pour celui qui a refusé de se soumettre à la majorité et de se démettre de ses fonctions de directeur de publication.

Nous tenons à rappeler les faits suivants :

— Depuis janvier-février 1974, une lutte de ligne affecte l'ensemble du mouvement marxiste-léniniste martiniquais. Elle a consacré le triomphe de la ligne de masse et de la ligne de propagande sur la ligne d'agitation et d'alliance sans principes, et elle a abouti en fin 1975 à l'expulsion d'un certain nombre d'éléments opportunistes des organisa-

tions marxistes-léninistes GAP et GS-70 (Groupe Septembre 1870).
Le 5 février 1976, le comité de rédaction de PROLETARIAT DE LA MARTINIQUE communiquait à l'Humanité rouge les décisions prises par lui et les conséquences qui en découlent. Ce texte, à notre connaissance n'a jamais été publié par vous.

— Enfin, nous découvrirons début avril dans vos colonnes une « lettre de la Martinique ».

Il semble que les camarades de l'Humanité rouge, trompés par les flatteries contenues dans la « lettre de la Martinique » n'aient pas vu clairement les conséquences de la publication de cette « lettre », qui émet un point de vue (et quel point

de vue !) sur la lutte entre les deux lignes qui traverse le mouvement marxiste-léniniste martiniquais.

Un proverbe populaire martiniquais dit :
« Tanbou o loin ni bel son ».

Oui, entendu de loin, le son du tambour est toujours beau. Mais faut-il se contenter d'une écoute lointaine ?

En fait, deux choses nous surprennent de votre part, c'est :

1) que la lecture de cette lettre ne vous ait pas révélé sa nature opportuniste ;

2) la publication de cette « lettre », qui revient à une prise de position sans enquête.

Nous sommes persuadés que vous n'êtes pas conscients que par la publication de cette lettre vous apportez votre caution à ceux qui refusent de reconnaître, dans la pratique, la nécessité de l'hégémonie de la classe ouvrière martiniquaise, ceux qui refusent de se placer sous sa direction, ceux qui préconisent la quantité plutôt que la qualité comme critère dans l'édification du parti marxiste-léniniste du prolétariat martiniquais, ceux qui accordent un soutien particulier au MPLA, refusant de reconnaître la juste position du Mouvement communiste international.

Chers camarades,
Aujourd'hui qu'une lutte très dure est engagée entre le nationalisme bourgeois et le marxisme-léninisme dans notre pays, nous avons pleinement conscience des responsabilités qui nous incombent.

Cependant, nous pensons que la publication de cette « lettre » dans votre journal qui a toujours soutenu la juste lutte du peuple martiniquais (cf. notre entretien avec votre représentant à Paris en décembre 1974), et qui entretient de bonnes relations avec nos organisations étudiantes en France repose sur un déplorable malentendu.

Nous espérons que cette lettre contribuera à clarifier la situation et que vous publierez la position du comité de rédaction de PROLETARIAT DE LA MARTINIQUE, lequel serait heureux de recevoir une réponse de votre part à sa nouvelle adresse.

Salutations marxistes-léninistes.

Le Groupe d'action prolétarien

Saint-Brieuc

SUCCES DU MEETING appelé par l'Humanité Rouge et la JCMLF

Vendredi 30 avril à 20 h 30, 150 personnes, ouvriers, paysans, travailleurs en formation, lycéens... se sont rassemblés à la Maison du peuple. C'est déjà plus que une tradition à Saint-Brieuc : c'est en effet la troisième année que l'Humanité rouge appelle à un meeting pour célébrer le 1er Mai.

Avant l'ouverture du meeting, les camarades et amis ont pu consulter les panneaux : ceux de la JCMLF avec la lutte des jeunes travailleurs du centre FPA et celle des lycéens en lutte pour l'abrogation des réformes Haby-Saumier-Sette, ceux de l'Humanité rouge en particulier sur le sectarisme, Sécurité sociale, hôpital, élèves infirmières...

Il y a eu ensuite différentes interventions :

— un camarade ouvrier de Sambre-et-Meuse a ouvert le meeting avec la lutte des décrochés à Sambre-et-Meuse, la critique des grèves sectorielles et de l'accord sur les classifications ;

— a suivi une intervention d'un membre du comité de soutien aux ouvrières de la DMB de Plérin expliquant très clairement le rôle de traités des révisionnistes dans cette lutte ;

— 2 messages ont été lus, l'un, des ouvriers de la SICNA de St-Malo en grève depuis plus d'un an, l'autre des ouvriers d'Ohda a

Loudeac expliquant en particulier avec humour le « chaleureux » accueil qu'ils avaient réservé à Chirac lors de son passage en Bretagne ;



— une camarade au nom des chômeurs, membres du Comité de chômeurs de St-Brieuc, a montré la situation de l'emploi dans la ville et le département ;

— au nom d'un groupe de paysans, une paysanne est intervenue traçant la situation de la paysannerie et soulignant la nécessaire unité ouvriers paysans ;

— une lycéenne de la JCMLF a pris la parole ensuite relatant avec force les luttes actuelles au centre FPA et dans les lycées et affirmant la nécessité pour la JC de se mettre sous la direction du PCMLF ;

— enfin l'intervention centrale d'un camarade de l'HR fustigeant la politique de la bourgeoisie et sa soi-disant relance, appelait à la vigilance devant le dévelop-

peuplement de la répression et montrant le développement des luttes et la nécessité de la dictature du prolétariat.

Une lettre a été adressée à notre camarade Roman Le Gal adoptée par l'ensemble des participants. Une collecte a également été faite pour le camarade à la sortie du meeting, ainsi qu'une autre pour les ouvriers de l'abattoir de diodes « La Chaillorine » à Corlay toujours en grève. C'est d'ailleurs sur un appel à la solidarité avec ces ouvriers que s'est terminée ce rassemblement.

Correspondant HF

informations générales

Une nouvelle formule

POUR QUE « PROLETARIAT » SERVE MIEUX

LES LUTTES REVOLUTIONNAIRES DES OUVRIERS ET DU PEUPLE

Extraits de l'éditorial de présentation
du numéro de mai de la revue

Nous avons décidé de tenter un nouveau développement, en mettant la politique au poste de commande.

Ce qui revient à placer délibérément au premier plan les questions concernant la classe ouvrière et les masses laborieuses en lutte.

Quels lecteurs voulons-nous gagner par priorité ? Les travailleurs manuels. C'est-à-dire des hommes et des femmes, qui ne lisent pas aussi facilement et aussi vite que les intellectuels, mais que leurs lectures marquent peut-être plus profondément. Les ouvriers et ouvrières n'aiment pas les longs articles, ils condamnent les styles compliqués et les mots peu employés dont ils ne connaissent pas le sens exact. Ils aspirent à des explications, à des démonstrations simples. Ils veulent une revue qui participe à leur formation théorique et politique.

Enfin, ne disposant que de revenus souvent modiques, ils hésitent à acheter une revue sinon luxueuse, du moins conçue sans que soit sérieusement pris en considération son prix de vente.

Voilà pourquoi PROLETARIAT modifie sa formule dès ce numéro :

— en consacrant davantage d'articles aux problèmes politiques et aux luttes de la classe ouvrière et des masses laborieuses ;

— en abandonnant la publication d'articles et études trop longs ;

— en essayant de ne recourir qu'à un vocabulaire simple ;

— en réduisant son nombre de pages, en modifiant sa présentation pour parvenir à réduire son prix de vente.

Pour ce numéro 13, nous effectuons un tirage supérieur pour placer la diffusion en position d'offensive.

Mais nous ne gagnerons pas seuls cette nouvelle bataille politique.

L'intervention de tous est nécessaire, décisive. Sous quelle forme ?

D'abord sous la forme politique. C'est-à-dire par la participation politique des ouvriers et autres représentants des couches populaires à la rédaction de PROLETARIAT. Cette revue est une tribune à la disposition de tous les travailleurs engagés dans des luttes. Elle devient un prolongement du Rassemblement national ouvrier du 14 février, qui offre une tribune à de nombreux travailleurs des villes et des campagnes, soit par leurs stands, soit par leur accès au micro dans les forums ou lors du meeting central.

Voilà : PROLETARIAT vous propose d'installer vos stands... dans ses colonnes ! Ainsi, camarades ouvriers, petits paysans, intellectuels révolutionnaires, ainsi pourrez-vous mieux procéder à l'échange de vos expériences respectives dans la lutte contre le capitalisme exploiteur comme dans les luttes également indispensables contre les entreprises impérialistes des deux superpuissances.

Ensuite, naturellement, sous la forme militante.

Nous demandons très instamment à nos amis et camarades militants de soutenir des efforts prolongés pour diffuser PROLETARIAT dans les usines, et notamment parmi les travailleurs en lutte. La réduction sensible de son prix de vente crée des possibilités nouvelles et chacun comprendra qu'il s'agit là d'une mesure non pas technique, mais avant tout idéologique et politique.

L'accueil que vous réserverez à notre nouvelle formule nous sera précieux pour résoudre correctement ces difficultés nouvelles.

Alors, amis et camarades, militants ouvriers et petits paysans, pour PROLETARIAT, instrument de vos luttes révolutionnaires de classe... TOUS ENSEMBLE ET EN MEME TEMPS ? Oui ou non ? Nous faisons confiance à vos jugements, et à vos actes.



POUR CORRESPONDRE
PAR TELEPHONE : 607 23 75

Quelques indications pour une bonne utilisation du répondeur automatique :

1) L'enregistrement dure au maximum 6 minutes pour chaque communication ;

2) Il ne faut pas s'arrêter de parler plus de 10 secondes ;

3) Il faut parler à voix suffisamment élevée et bien en face du microphone.



Télévision

Vendredi soir au ciné-club

«PLACE AU RYTHME»

Vendredi dernier, le ciné-club, émission de Claude-Jean Philippe sur TF2 qui passait autrefois le dimanche soir, nous a permis de voir une comédie musicale typique des années d'avant-guerre telles qu'en réalisaient les studios d'Hollywood. Son thème ? Suffisamment anodin pour en faire un bon navet : voici le résumé qu'en fait Télépoche :

«Aux États-Unis, dans les années trente, un groupe d'acteurs tentent de faire revivre le vaudeville qui a disparu avec le cinéma. En fait, ce sont leurs enfants qui réussiront dans le spectacle.» «Babes in arms» qui est devenue «Place au rythme» en version française, comporte toutes les caractéristiques du vaudeville sauce US, de la comédie musicale telle que l'ont exportée les Américains dans le monde entier. A savoir faire rire, détendre, donner le maximum de plaisir aux spectateurs en employant tous les moyens et toutes les ficelles — quel'on retrouve d'ailleurs en substance dans le théâtre de «boulevard» tel qu'on peut le voir à la TV. Mais ici, les moyens sont considérables et des millions de dollars sont dépensés pour les décors variés et somptueux, les costumes, les ballets et les vedettes qui permettent de faire de la publicité à la comédie. Un seul objectif : faire oublier soucis et problèmes au peuple. Ainsi, «Place au rythme» a

une importance bien particulière si on le resitue dans son contexte historique. Elle est le produit d'une longue suite de comédies musicales toutes plus extravagantes les unes que les autres à une époque de crise du capitalisme mondial qui touche particulièrement les USA : licenciements, chômage, inflation, etc. Le film «dit» même que la crise touche le monde du spectacle au début des années trente. L'opéra-

tion idéologique du film consiste donc à montrer à tous les chômeurs que c'est eux qui sont responsables de leur chômage et qu'il faut qu'ils trouvent des moyens de redresser le pays. En résumé, on voyait Mickey Rooney, un gamin endiablé, vedette principale du film, dire en chantant et en exécutant un swing effréné «je suis chômeur, mais je vais leur montrer aux anciens, ce que l'on est capable

de faire nous les jeunes ! On va redresser le pays !».

Mais à travers cette comédie musicale, on trouve un aspect aussi important : c'est la référence à la situation internationale. On est en 1939. La guerre, qui est déjà commencée avec les entreprises impérialistes des nazis et qui menace de prendre la forme d'un conflit mondial, pose de sérieux problèmes au gouvernement capitaliste yankee. En effet,

ne voulant pas prendre parti, les USA se réfugient dans une neutralité confortable jusqu'en décembre 1942, date à laquelle ils entreront en guerre aux côtés des «alliés» contre le Japon, compère de l'Allemagne. Pour l'instant, il s'agit pour la bourgeoisie américaine de faire croire au peuple que l'affrontement mondial, provoqué par l'appétit impérialiste, ne le concerne pas. Ainsi c'est seulement vers la fin du film après une multitude d'inepties et navets, qu'on comprend l'objectif désigné ouvertement à ce moment de la comédie. Au cours du numéro final agrémenté avec force orchestre et danse «swing», Mickey Rooney, Judy Garland et tous les acteurs déclarent dans un chœur enchanteur : «Nous, nous n'avons pas de «Duce», nous n'avons pas de «Führer», nous sommes un pays libre, QUI NE DEMANDE RIEN A PERSONNE, et QUI S'ENTEND AVEC TOUT LE MONDE». Le tour est bouclé, la comédie a joué son rôle de propagande des idées réactionnaires et dangereuses de la bourgeoisie. C'est un exemple un peu évident de l'utilisation de l'art au service de la bourgeoisie, mais il suffit de regarder d'un peu plus près tout ce qu'elle nous assène notamment à la TV, pour y découvrir sa propagande et ses objectifs. Essayez, vous verrez, c'est assez facile.

Toulouse

Week end du Cinéma Chinois

Au cinéma Le Cratère
96, Gde rue St-Michel

Les films chinois d'aujourd'hui mettent en scène les ouvriers et les paysans dans leur lutte pour construire une société nouvelle. Les masses participent collectivement à l'élaboration des films, en discutant le scénario, en intervenant directement sur le tournage.

Le programme présenté au public toulousain comporte un choix de films diversifié (du documentaire au film de fiction en passant par le dessin animé). Tous ces films sont récents et inédits à Toulouse.

— Samedi 15 mai :

18 h : Dessin animé : «La petite sentinelle de la 8e armée de route» — 50 mn, v.o., commentaire français.
20 h : Film de fiction : «Notre époque de feu», 1973, 2 h., v.o., commentaire français.

— Dimanche 16 mai :

18 h : Documentaire : «Les postes chinoises», 30 mn, v.o., commentaire français.
20 h : Film de fiction : «L'étoile rouge», 1h 30, v.o., commentaire français.

Chacune de ces projections sera suivie d'un débat.

Association des amitiés franco-chinoises, 5, rue Thionville, 31000 Toulouse. Permanences : mercredi de 17 à 19 h, samedi de 14 à 18 h.

Infâme publicité !

«Quand midi sonne toutes les mamans de la terre savent bien trouver les aliments pour nourrir leurs petits...» et pour les petits des hommes : Jacquemaire... Quelle infâme publicité à la télévision que celle-là. En poussant le raisonnement, on obtient : si les enfants sont mal nourris, c'est à cause de leurs mères qui ne savent pas se débrouiller ! Mères indignes que toutes ces mères du tiers monde où les enfants sont affamés ? Mères indignes et sans imagination celles qui élèvent leurs enfants avec un salaire de misère — la nourriture manque parfois — ? Quelle honte, quand on pense à tous les drames que pose la faim dans le monde et parti-

culièrement la faim des enfants.

Ceux-là même qui font ces publicités mensongères et ceux-là même qui les passent sont bien dans le même camp que tous les exploités et oppresseurs des peuples du monde : la bourgeoisie. C'est bien la bourgeoisie qui a intérêt à détourner les masses des vrais problèmes qui se posent dans une société de classe où elle exerce sa dictature sur le peuple. Il lui faut bien mentir grossièrement pour camoufler l'exploitation qu'elle nous fait subir chaque jour. Ce régime est un régime pourri ne proposant — comme avec cette publicité — que des solutions individuelles à tous nos

maux. Nous savons bien que le problème de la faim ne se règle que dans un régime socialiste, où les moyens de production appartiennent au peuple. La faim est inhérente au capitalisme, au colonialisme et à l'impérialisme sous toutes ses formes, partout où l'homme exploite l'homme. Toutes ces mères que l'on ridiculise avec de telles publicités prendront un jour leur revanche car elles auront bien où et qui sont les fautifs ! Il y a beaucoup d'enfants qui ont faim, c'est vrai, mais il est vrai aussi que ces «crève-la-faim» bouleverseront le monde et créeront un monde juste où seront balayés les affameurs.

Une mère de 2 enfants.

«L'espace en Chine»

REUNION-DEBAT
MERCREDI 12 MAI A 20 H

à l'école spéciale d'architecture
254, bd Raspail - 75014 - PARIS

organisée par
LA REVUE PLACE
avec l'aide des AFC

M. Mme Luccioci, de retour de Chine, feront un exposé.
Projection de diapositives.

12 HEURES DE FILMS SUR LA CHINE

Comment Yukong
déplaça les montagnes

Dans quatre salles :

- St-Séverin : 12 rue St-Séverin - 5e (métro St-Michel) - tél : 033 50 91 ;
- Quintette : 8/10 rue de la Harpe - 5e (métro St-Michel) - tél : 033 35 40 ;
- Git-le-Cœur : 12 rue Git-le-Cœur - 6e (métro St-Michel) - tél : 326 80 25 ;
- St-André-des-Arts : 30 rue St-André-des-Arts - 6e (métro St-Michel) - tél : 326 38 38 ;

Vu par Sylvestre



L'Humanité Rouge

document

La révolution dans l'enseignement en Chine

Un film à ne pas manquer « Rupture »

Ce film sera présenté
par l'Association des Amitiés
Franco-Chinoises

Judi 20 mai à 20 h 30
Salle de la mutualité

entrée 7 frs

A l'heure où des dizaines de milliers d'étudiants et d'enseignants en France combattent l'université bourgeoise et l'enseignement capitaliste, la sortie du film chinois « Rupture » est un événement que tous les révolutionnaires et les masses ouvrières et paysannes ou étudiantes accueillirent avec enthousiasme. Ce film, instrument efficace de propagande et d'éducation marxiste-léniniste, permettra à tous de connaître et comprendre l'importance de la continuation de la lutte de classe dans la société socialiste. Est-ce que l'enseignement servira une poignée d'aristocrates du savoir,

formera une nouvelle bourgeoisie ou bien une armée de cadres liés au peuple, au service du peuple et de la révolution ? Qui dirige dans l'enseignement, le prolétariat ou la bourgeoisie ? Tel est le thème central de ce film que nous conseillons à tous nos lecteurs d'aller voir et de faire connaître largement autour d'eux, notamment dans les masses lycéennes et étudiantes en lutte. Nous publions ci-dessous des extraits d'un article de présentation du film paru dans Pékin-information No 18 du 30/4/76.

... L'histoire commence au cours du Grand Bond en avant, en 1958 ; puis elle se développe autour de la création et de l'agrandissement de l'annexe de Songchan à l'école supérieure de travail communiste — un établissement de type nouveau.

Cette école, nouveauté due à la révolution dans l'enseignement, se fixe pour objectif de donner l'esprit communiste aux continuateurs de la révolution prolétarienne, suivant ce principe énoncé par le président Mao : « L'éducation doit être au service de la politique du prolétariat et être combinée avec le travail productif ».

Comme elle attaque violemment la ligne révisionniste en matière d'enseignement, l'école est la bête noire des responsables du Parti engagés dans la voie capitaliste. Le film est centré sur la lutte entre le recteur Long Kouo-tcheng, également secrétaire du comité du Parti, et son adjoint Tsao Tchong-ho, tenant de la ligne révisionniste ; et il montre de façon vivante ce qu'est la révolution dans l'enseignement.

Dès le début, la lutte est fort aigüe : avant l'arrivée de Long Kouo-tcheng, Tsao Tchong-ho a déjà dressé un plan de l'école future — d'imposants bâtiments, bibliothèques spacieuses, le tout sis en un lieu pittoresque, proche de la ville et desservi par des routes... Il s'agit de la tenir à l'écart des travailleurs et de former entre quatre murs des aristocrates intellectuels.

Ce projet est rejeté par Long Kouo-tcheng, un ancien de l'école militaire et politique antijaponaise de Yen-an — le premier établissement de style prolétarien créé par le président Mao pendant la Guerre de résistance contre le Japon (1937/45). Il propose de bâtir l'école sur une crête, devant les habitations des paysans pauvres et moyens-pauvres. Sous la conduite de Long Kouo-tcheng et avec l'aide de ces derniers, les enseignants et les étudiants montent eux-mêmes les salles de classe.

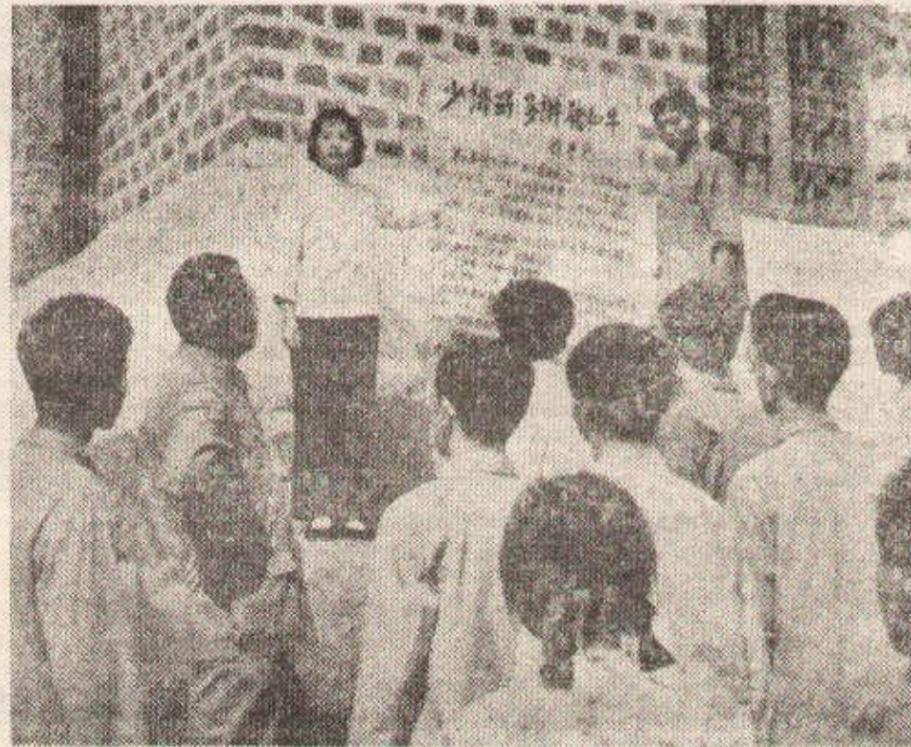
Qui va-t-on admettre dans cette école de travail communiste ? Tsao Tchong-ho et le conseiller pédagogique Souen Tse-tsing (un intellectuel bourgeois formé sous l'ancien régime) refusent un grand nombre de jeunes ouvriers et paysans sous prétexte qu'ils n'ont ni diplômes, ni un niveau d'instruction suffisant, ni les qualités requises. Mais Long Kouo-tcheng, lui, estime que la première qualité nécessaire pour entrer dans son école est d'être un travailleur. Faisant table rase de l'ancien système de recrutement, il invite donc un représentant des paysans pauvres et moyens-pauvres dans le comité chargé de l'admission des candidats et de vérifier leur qualification...

L'affrontement des deux lignes sur la conception de l'enseignement est encore plus âpre lorsque commence à fonctionner l'école. Tsao Tchong-ho s'en tient obstinément à la pédagogie et aux principes bourgeois ; le programme élaboré sous sa

direction n'est qu'un ramassis de concepts féodaux, capitalistes, révisionnistes : il forme par exemple les étudiants à cette idée réactionnaire que l'on doit être avant tout un intellectuel, que les connaissances sont des biens privés, que l'on étudie pour devenir quelqu'un, pour obtenir renom et fortune. Il s'oppose à ce que les étudiants aillent dans les villages voisins participer aux trois mouvements révolutionnaires (lutte de classes, lutte pour la production et expérimentation scientifique). Il encourage un style d'étude bourgeois que caractérise une rupture entre théorie et pratique, entre les études et la réalité. Dans la région où se trouve l'école, on élève principalement le buffle et le porc, très peu le cheval ;

ment le principe formulé par le président Mao, que « notre politique dans le domaine de l'éducation doit permettre à ceux qui la reçoivent de se former sur le plan moral, intellectuel et physique pour devenir des travailleurs cultivés, ayant une conscience socialiste ».

Sur ces entrefaites, des équipes de production voisines voient leurs récoltes menacées par des insectes nuisibles. Des étudiants leur viennent en aide, sans se soucier d'un examen organisé à ce moment-là par Tsao. Celui-ci, sous prétexte qu'ils n'ont pas présenté les épreuves, ordonne à Li Kin-feng, à Siu Nieou-tsai et aux autres étudiants, ouvriers et paysans qui osent se dresser contre lui, de cesser leurs études.



Siu Nieou-tsai colle son dazibao : « Parlez moins de cheval, mais plus de porc et de buffle ! » (photo Pékin-information).

pourtant Souen Tse-tsing, le manuel étant roi, s'étend avec volupté sur le système respiratoire, puis digestif du cheval, sur son squelette et jusqu'aux fonctions de sa queue. Mais il reçoit fraîchement un paysan qui amène un buffle malade en lui demandant de le soigner...

Une telle pédagogie, ces méthodes d'enseignement bourgeoises, tout cela provoque un profond mécontentement parmi les enseignants et les étudiants. C'est Siu Nieou-tsai qui placarde le premier dazibao qu'il intitule : « Parlez moins du cheval, mais plus de porc et de buffle ! » Si son geste est fort désapprouvé par Tsao Tchong-ho, il est par contre loué par Long Kouo-tcheng — lequel appelle les professeurs et les étudiants à mettre la révolution dans l'enseignement. On s'en prend à la ligne révisionniste, et on applique alors stricte-

L'école nouvelle forme des hommes nouveaux. A la lumière de la ligne prolétarienne, professeurs et étudiants comprennent vite beaucoup mieux tout le sens de la lutte de classes et de celle que se font les deux lignes ; ils stigmatisent le capitalisme et le révisionnisme, ainsi que la ligne du sanzi-yi-bao (multiplication des parcelles individuelles, du marché libre, des entreprises assumant entièrement leurs profits et pertes, et fixation des normes de productions sur la base de la famille), ligne qu'appliquent le commissaire adjoint Tchao et le groupe de travail envoyé par ses soins. Exaspéré par tout cela, le commissaire adjoint ordonne à ce dernier de mettre au pilori Li Kin-feng qui mène les critiques, et il essaie de soumettre Long Kouo-tcheng en le menaçant de l'expulser du parti et de le destituer de ses fonctions. Devant ces per-

sécutions et ces menaces, Li Kin-feng et Long Kouo-tcheng refusent de céder sur les questions de principe, et réfutent catégoriquement les actes méprisables de Tchao, dont ils dénoncent le complot. Le commissaire adjoint, à bout d'arguments, jette le masque et finit par donner l'ordre de fermer l'école.

C'est en cet instant critique que notre grand dirigeant le président Mao cautionne l'orientation prise par l'école et qu'il loue vivement les succès qu'elle a obtenus. Lorsque la bonne nouvelle parvient à l'annexe de Songchan, l'école entière est à la fois émue et exaltée. Mais Long Kouo-tcheng déclare à ses camarades que la lutte n'est pas terminée et il leur demande de poursuivre avec application l'étude du marxisme, du léninisme, de la pensée maotsetoung, et de rompre une bonne fois avec les rapports traditionnels de propriété, avec les idées héritées.

Le message du film passe par le personnage de Long Kouo-tcheng, le héros, et il est renforcé par l'image contrastée de Tsao Tchong-ho, antihéros. Imprégné par les idées de la révolution démocratique bourgeoise, ce dernier ne participe à la révolution que dans un but personnel. Il a fait un bout de route avec le parti pendant la révolution démocratique, mais la révolution socialiste s'approfondissant de jour en jour, il a aussitôt pris le parti des idées traditionnelles des classes exploiteuses, et la dictature intégrale du prolétariat sur la bourgeoisie lui répugne, parce que sa conception bourgeoise du monde est demeurée telle quelle.

Quant à Souen Tse-tsing, c'est le type du vieil intellectuel : il est pour le socialisme et pour la refonte idéologique ; mais sa conception du monde est bourgeoise, ce qui le conduit à accepter facilement la ligne révisionniste. Patiemment aidé par Long Kouo-tcheng, par ses collègues et par les étudiants, formé et marqué par l'âpreté de la lutte de classes, il élève sa conscience, finit par changer de position, et soutient désormais la révolution dans l'enseignement. Ce changement illustre la politique du parti à l'égard des intellectuels — une politique d'union, d'éducation et de refonte.

L'histoire que raconte « Rupture » se situe entre 1958 et 1961 ; mais, au lieu de se confiner au contexte du moment, le film représente la lutte de classes et la lutte entre les deux lignes qui existent aujourd'hui, lui donnant en somme un sens nouveau.

C'est pourquoi il a une grande valeur réaliste et nous fait vivre avec le présent. Il porte de la sorte un coup violent au vent déviationniste de droite soulevé par Teng Siao-ping, impérialiste responsable du parti engagé dans la voie capitaliste, qui aurait voulu nier la révolution dans l'enseignement, et remettre en cause les conclusions de la Grande Révolution culturelle.